



ISEE

À LA MESURE DE NOS RÉALITÉS

Avertissement : Ce tableau de bord est établi à partir des données disponibles au 17 juillet 2025. Les résultats présentés sont susceptibles d'être révisés à chaque nouvelle publication pour tenir compte des déclarations tardives ou d'éventuelles actualisations de la part des fournisseurs de données.

Une économie calédonienne toujours fragilisée au premier semestre 2025, malgré quelques signaux positifs

Après une contraction du PIB estimée entre 10 % et 15 % en 2024, l'économie calédonienne demeure affaiblie au premier semestre 2025.

Le secteur du **nickel**, durement touché l'an dernier, montre toutefois des signes de redressement en mai : la reprise de l'extraction minière soutient à la fois la production métallurgique et les exportations de minerai. À l'inverse, le **tourisme** peine à retrouver son dynamisme d'avant les émeutes. De janvier à mai 2025, la fréquentation touristique accuse une baisse notable, avec 21 000 **touristes** et 6 000 **croisiéristes** de moins par rapport à la même période en 2024.

Sur le front de l'**emploi salarié**, l'hémorragie est stoppée en mars 2025, avec 660 postes créés depuis décembre. Toutefois, ces créations nettes d'emploi restent modestes au regard des 10 300 emplois perdus depuis mars 2024. En juin, seules 4 000 personnes bénéficient encore du dispositif de **chômage total**, contre 6 000 en mars. Parmi elles, 600 restent indemnisées au titre du chômage total lié aux exactions et 3 400 au chômage total de droit commun, un niveau nettement supérieur aux niveaux mensuels d'avant émeutes. Le dispositif du chômage total lié aux exactions, mis en place en mai 2024 pour une durée maximale de neuf mois, arrive désormais à échéance pour ses premiers bénéficiaires.

Le dispositif de **chômage partiel mis en place en réponse aux exactions** a également pris fin au 30 juin 2025. Au plus fort de la crise, il a permis de soutenir jusqu'à 15 000 salariés. En juin, dernier mois d'application du dispositif, 360 entreprises pouvaient encore y avoir recours, pour un maximum de 4 000 salariés potentiellement concernés. Pour relayer ce mécanisme, depuis le 1^{er} juillet 2025, la Nouvelle-Calédonie a mis en place un dispositif exceptionnel de soutien à l'emploi. Il est structuré autour de deux mesures principales pour encourager l'embauche et éviter les licenciements : une allocation exceptionnelle de maintien dans l'emploi et une réduction dégressive des cotisations patronales.

Les perspectives de retour à l'emploi restent incertaines. Si le nombre d'**employeurs** progresse légèrement entre décembre 2024 et mars 2025, il demeure inférieur de 1 300 unités à son niveau d'avant-crise. Par ailleurs, bien que les créations d'**entreprises** surpassent les radiations au RIDET en avril et mai, les défaillances d'entreprises sont en hausse.

Cette situation pèse lourdement sur les revenus des personnes en fin de droits ou qui ne remplissaient pas les conditions pour être indemnisées, des indépendants — notamment dans l'artisanat, particulièrement touché — ainsi que des employés de maison, dont le nombre de contrats a fortement diminué. Dans ce contexte, la consommation des ménages est mise à mal, d'autant que les **prix à la consommation** restent élevés en juin (+0,8 % depuis janvier), tirés par l'alimentation (+2,9 %), un poste de dépense essentiel et difficilement compressible pour les foyers les plus modestes.

Emploi - Chômage

Emploi salarié privé

L'indicateur porte sur le nombre de salariés ayant un contrat actif au dernier jour du trimestre, auprès d'un employeur du privé.

Dans le contexte, il permet de constater la destruction d'emplois salariés du privé, qui avait commencé avant les événements du mois de mai et s'est accentuée depuis.

Les informations du dernier trimestre, en pointillé dans le graphique, sont estimatives au vu des déclarations d'embauche et de débauche actuellement enregistrées. Elles ne seront mentionnées dans le tableau que lorsqu'elles seront consolidées, soit cinq mois après la fin du trimestre.

Évolution du nombre de salariés dans le secteur privé



Sources : Cafat - Isee - Données disponibles au 17/07/2025

Salariés dans le secteur privé

| | 2024 | 2025 |
|---------------------------|--------|--------|
| 1 ^{er} trimestre | 66 531 | 56 223 |
| 2 ^e trimestre | 60 592 | |
| 3 ^e trimestre | 57 296 | |
| 4 ^e trimestre | 55 568 | |

Sources : Cafat - Isee - Données disponibles au 17/07/2025

Unité : nombre

L'impact de la crise sur l'emploi

AVANT

SALARIÉS

APRÈS

N'ont plus d'emploi

Ont toujours leurs emplois

Indemnisés
au titre du **chômage total**...

Non indemnisés

Ont une activité réduite, prise en charge
au titre du **chômage partiel**...

Ont conservé
leur activité
à l'identique

...de droit
commun

...spécifique
exactions

...de droit
commun

...spécifique
nickel

...spécifique
exactions

Chômage total - Bénéficiaires

L'indicateur porte sur le nombre mensuel de personnes qui n'ont plus d'emploi et qui sont indemnisées par la Cafat au titre du chômage total, selon le mois pour lequel l'indemnité est due.

Le chômage total de droit commun est soumis à des conditions d'ouverture de droits. Il a été complété par des mesures de chômage total spécifique aux exactions débutées en mai 2024. Compte tenu des conditions d'ouverture de droits propres à chacun de ces deux dispositifs (voir *Annexe 1*), le nombre de chômeurs indemnisés au chômage total peut être inférieur au nombre d'emplois salariés perdus.

Les intéressés ayant trois mois pour effectuer leurs démarches auprès de la Cafat, les chiffres des trois derniers mois peuvent évoluer de manière rétroactive. Le mois mentionné est celui pour lequel les droits sont ouverts. Celui-ci peut différer du mois de la demande d'admission à ce dispositif, comme de celui au cours duquel les allocations de chômage total sont effectivement versées au bénéficiaire.

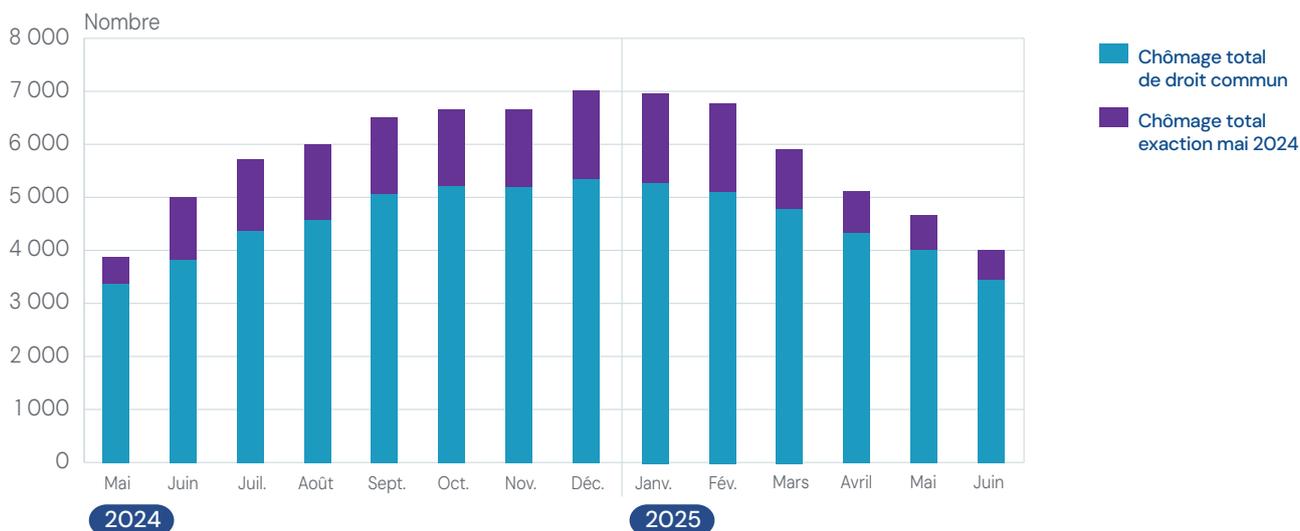
Bénéficiaires du chômage total selon le type de chômage

| | 2024 | | 2025 | |
|-----------|--------------|----------------|--------------|----------------|
| | Droit commun | Exactions 2024 | Droit commun | Exactions 2024 |
| Janvier | 2 876 | - | 5 289 | 1 685 |
| Février | 2 893 | - | 5 121 | 1 667 |
| Mars | 3 031 | - | 4 804 | 1 127 |
| Avril | 3 123 | - | 4 340 | 795 |
| Mai | 3 376 | 500 | 4 025 | 667 |
| Juin | 3 821 | 1 197 | 3 459 | 568 |
| Juillet | 4 367 | 1 371 | | |
| Août | 4 577 | 1 441 | | |
| Septembre | 5 073 | 1 443 | | |
| Octobre | 5 225 | 1 443 | | |
| Novembre | 5 207 | 1 449 | | |
| Décembre | 5 358 | 1 669 | | |

Sources : Cafat - GNC - Isee - Données disponibles au 10/07/2025

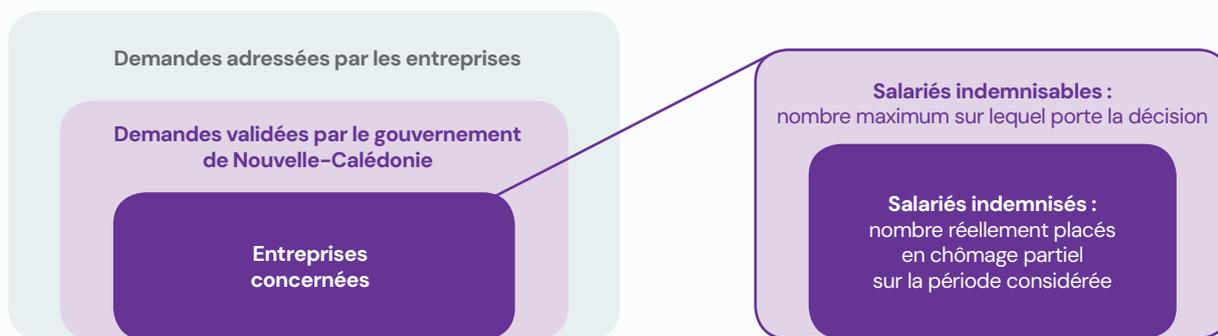
Unité : nombre

Évolution du nombre mensuel de bénéficiaires du chômage total selon le type de chômage



Sources : Cafat - GNC - Isee - Données disponibles au 10/07/2025

Les demandes de chômage partiel



Chômage partiel - Entreprises concernées

L'indicateur porte sur le nombre d'entreprises ayant fait une demande de chômage partiel validée, pour la période de couverture des droits accordés.

Attention : Une même entreprise peut être comptabilisée sur plusieurs types de chômage et sur plusieurs mois. Le total sans double compte prend en compte cette entreprise une seule fois, quelle que soit la mesure de chômage accordée.

Entreprises ayant fait une demande de chômage partiel validée, pour la période de couverture des droits accordés en 2024 ou 2025



* Fin du dispositif le 31/12/2024

Sources : Cafat - GNC - Isee - Données disponibles au 10/07/2025

Entreprises ayant fait une demande de chômage partiel validée, pour la période de couverture des droits accordés en 2024 ou 2025

| | 2024 | | | | 2025 | | |
|---------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------|---------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| | Chômage partiel de droit commun | Chômage partiel spécifique nickel* | Chômage partiel exactions mai 2024 | Total sans double compte | Chômage partiel de droit commun | Chômage partiel exactions mai 2024 | Total sans double compte |
| Janvier | 9 | - | - | 9 | - | 535 | 535 |
| Février | 13 | - | - | 13 | - | 570 | 570 |
| Mars | 47 | 4 | - | 51 | - | 489 | 489 |
| Avril | 57 | 10 | - | 67 | - | 458 | 458 |
| Mai | 67 | 13 | 922 | 987 | - | 414 | 414 |
| Juin | 33 | 13 | 1 652 | 1 689 | - | 361 | 361 |
| Juillet | 14 | 13 | 1 671 | 1 692 | - | - | - |
| Août | 2 | 10 | 1 609 | 1 619 | - | - | - |
| Septembre | - | 8 | 1 199 | 1 207 | - | - | - |
| Octobre | - | 4 | 1 141 | 1 145 | - | - | - |
| Novembre | - | 4 | 1 016 | 1 020 | - | - | - |
| Décembre | - | 3 | 997 | 1 000 | - | - | - |
| Total sans double compte | 82 | 16 | 2 046 | 2 074 | - | 639 | 639 |

Sources : Cafat – GNC – Isee – Données disponibles au 10/07/2025
* Fin du dispositif le 31/12/2024

Unité : nombre

Chômage partiel – Salariés indemnisables

L'indicateur porte sur le nombre de salariés indemnisables au chômage partiel, c'est-à-dire dont le temps de travail pourrait être partiellement réduit au cours du mois concerné, conformément à la demande validée de l'entreprise.

Attention : Les salariés d'une même entreprise sont comptés sur plusieurs mois, correspondant à la période de couverture des droits. En outre, une même entreprise peut avoir fait

une demande sur deux types de chômage partiel différents pour un même mois (exemple le plus fréquent : spécifique nickel jusqu'au 12 mai, puis émeutes à partir du 13 mai). Un même salarié pouvant donc avoir bénéficié de deux types de chômage partiel différents au cours du même mois, le total sans double compte dénombre les salariés distincts indemnisables au cours d'un mois donné.

Salariés indemnisables au chômage partiel, pour la période de couverture des droits accordés en 2024 ou 2025



Sources : Cafat – GNC – Isee – Données disponibles au 10/07/2025

Salariés indemnisables au chômage partiel, pour la période de couverture des droits accordés en 2024 ou 2025

| | 2024 | | | | 2025 | | |
|---------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------|---------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| | Chômage partiel de droit commun | Chômage partiel spécifique nickel* | Chômage partiel exactions mai 2024 | Total sans double compte | Chômage partiel de droit commun | Chômage partiel exactions mai 2024 | Total sans double compte |
| Janvier | 124 | - | - | 124 | - | 6 200 | 6 200 |
| Février | 217 | - | - | 217 | - | 6 634 | 6 634 |
| Mars | 772 | 63 | - | 819 | - | 5 828 | 5 828 |
| Avril | 1 052 | 1 209 | - | 1 477 | - | 5 577 | 5 577 |
| Mai | 1 148 | 1 374 | 14 214 | 13 408 | - | 5 092 | 5 092 |
| Juin | 425 | 350 | 22 771 | 21 376 | - | 4 262 | 4 262 |
| Juillet | 149 | 307 | 24 503 | 21 937 | - | - | - |
| Août | 25 | 283 | 31 160 | 21 880 | - | - | - |
| Septembre | - | 102 | 19 506 | 16 486 | - | - | - |
| Octobre | - | 23 | 22 476 | 15 720 | - | - | - |
| Novembre | - | 23 | 15 710 | 13 428 | - | - | - |
| Décembre | - | 15 | 13 733 | 13 204 | - | - | - |
| Total sans double compte | 1 184 | 1 400 | 26 842 | 27 125 | - | 7 438 | 7 438 |

Sources : Cafat - GNC - Isee - Données disponibles au 10/07/2025
* Fin du dispositif le 31/12/2024

Unité : nombre

Chômage partiel - Salariés indemnisés

L'indicateur porte sur le nombre de salariés, toujours en emploi, mais dont le temps de travail a effectivement été réduit au cours du mois concerné, qui sont pris en charge au titre du chômage partiel. Par définition, ces salariés ne sont pas des chômeurs.

Cet indicateur permet de rendre compte chaque mois de la réduction d'activité au sein des entreprises, en fonction du dispositif mobilisé. L'indemnisation du chômage partiel est versée à l'entreprise par la Cafat, a posteriori, en remboursement des salaires versés pour des heures non travaillées, après réception des états envoyés par l'entreprise. Le mois mentionné ici est celui pour lequel l'indemnité est due et donc celui du travail à temps partiel. Il diffère du mois au cours duquel les sommes sont effectivement payées par la Cafat.

Attention : Les salariés bénéficiaires d'une mesure de chômage partiel sont comptés sur plusieurs mois, correspondant à la période de couverture des droits. En outre, une même entreprise peut avoir fait une demande sur deux types de chômage partiel différents pour un même mois (exemple le plus fréquent : spécifique nickel jusqu'au 12 mai puis émeutes à partir du 13 mai). Un même salarié pouvant donc avoir bénéficié de deux types de chômage partiel différents au cours du même mois, le total sans double compte dénombre les salariés distincts indemnisés au cours d'un mois donné.

Salariés indemnisés au chômage partiel, pour la période de couverture des droits accordés en 2024 ou 2025



* Fin du dispositif le 31/12/2024

Sources : Cafat - GNC - Isee - Données disponibles au 10/07/2025

| | 2024 | | | | 2025 | | |
|---------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------|---------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| | Chômage partiel de droit commun | Chômage partiel spécifique nickel* | Chômage partiel exactions mai 2024 | Total sans double compte | Chômage partiel de droit commun | Chômage partiel exactions mai 2024 | Total sans double compte |
| Janvier | 20 | - | - | 20 | - | 3 473 | 3 473 |
| Février | 30 | - | - | 30 | - | 3 817 | 3 817 |
| Mars | 215 | 32 | - | 247 | - | 3 495 | 3 495 |
| Avril | 446 | 318 | - | 764 | - | 2 983 | 2 983 |
| Mai | 556 | 223 | 6 798 | 7 436 | - | 2 532 | 2 532 |
| Juin | 233 | 301 | 15 023 | 15 497 | - | 308 | 308 |
| Juillet | 30 | 134 | 15 162 | 15 326 | | | |
| Août | 4 | 92 | 13 629 | 13 725 | | | |
| Septembre | 5 | 33 | 12 041 | 12 079 | | | |
| Octobre | 5 | 18 | 10 419 | 10 442 | | | |
| Novembre | 5 | 19 | 8 226 | 8 250 | | | |
| Décembre | - | 15 | 6 952 | 6 967 | | | |
| Total sans double compte | 748 | 586 | 23 423 | 23 676 | - | 5 115 | 5 115 |

Sources : Cafat - GNC - Isee - Données disponibles au 10/07/2025
* Fin du dispositif le 31/12/2024

Unité : nombre

Entreprises

La répartition des entreprises



* Les formes juridiques retenues sont les suivantes : Société en nom collectif (SNC), Société de Participations Financières de Profession Libérale Société à responsabilité limitée, Société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL), SARL unipersonnelle (EURL), Société à responsabilité limitée (SARL), SA d'économie mixte à conseil d'administration (SAEM), SA à conseil d'administration, Société par actions simplifiée (SAS), Société civile d'intérêt collectif agricole (SICA), Exploitation agricole à responsabilité limitée, Société civile professionnelle (SCP), Société civile d'attribution, Société civile de moyens (SCM), Société civile d'exploitation agricole (SCEA - SCA), Groupement d'intérêt économique (GIE).

** Les formes juridiques non décrites sont les suivantes : Société civile immobilière (SCI), Groupement de droit particulier local (GDPL), Association loi de 1901 et assimilée, Organisme mutualiste, Comité d'entreprise (CE), Organisme professionnel, Syndicat de propriétaires, Fondation, Parti politique, Organisation internationale, Consulat.

Démographie des entreprises

L'indicateur porte sur le nombre mensuel d'inscriptions et de radiations au Ridet, de travailleurs indépendants (« patentés ») et de sociétés.

Les formes juridiques retenues pour les sociétés sont listées ci-dessus.

Le solde (créations – radiations), s'il est négatif, traduit une baisse du nombre d'entreprises en activité.

Évolution du nombre d'inscriptions et de radiations des entreprises au Ridet, et du solde pour les personnes physiques (« patentés ») et les sociétés



Source : Isee – Ridet

Inscriptions et radiations des entreprises au Ridet (personnes physiques « patentés » et sociétés)

| | TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS (PATENTÉS) | | | | SOCIÉTÉS | | | |
|---------------------------------|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|------------|------------|
| | Inscriptions | | Radiations | | Inscriptions | | Radiations | |
| | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 |
| Janvier | 384 | 346 | 372 | 289 | 67 | 32 | 54 | 77 |
| Février | 356 | 269 | 270 | 305 | 82 | 45 | 57 | 65 |
| Mars | 366 | 357 | 366 | 328 | 62 | 34 | 38 | 63 |
| Avril | 270 | 319 | 382 | 237 | 66 | 43 | 58 | 58 |
| Mai | 114 | 291 | 184 | 215 | 24 | 46 | 22 | 32 |
| Juin | 106 | 327 | 472 | 342 | 24 | 54 | 26 | 85 |
| Juillet | 201 | | 522 | | 28 | | 56 | |
| Août | 221 | | 368 | | 32 | | 73 | |
| Septembre | 240 | | 334 | | 37 | | 58 | |
| Octobre | 298 | | 447 | | 39 | | 73 | |
| Novembre | 256 | | 300 | | 28 | | 52 | |
| Décembre | 212 | | 477 | | 52 | | 137 | |
| Total sans double compte | 3 024 | 1 909 | 4 494 | 1 716 | 541 | 254 | 704 | 380 |

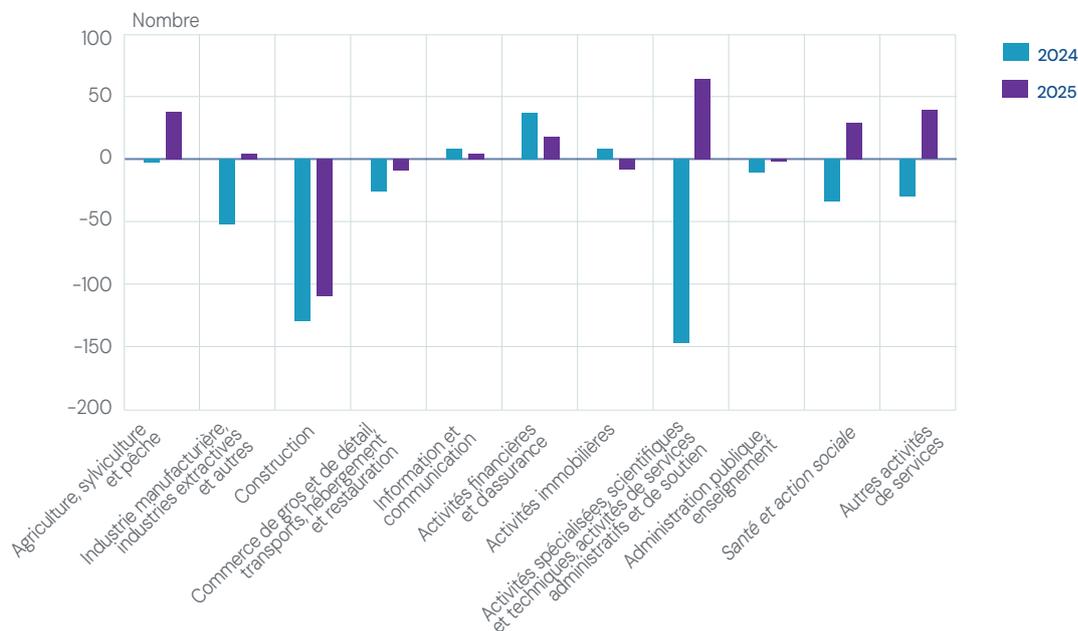
Source : Isee – Ridet

Unité : nombre

Démographie des entreprises, par secteur d'activité

L'indicateur porte sur le solde d'entreprises inscrites au Ridet selon l'activité principale exercée.

Comparaison du solde entre les inscriptions et les radiations au Ridet des personnes physiques (« patentés ») et des sociétés, par secteur d'activité, en cumul de janvier à juin 2024 et 2025



Source : Isee - Ridet

Inscriptions et radiations au Ridet des personnes physiques (« patentés ») et des sociétés, par secteur d'activité, en cumul de janvier à juin 2024 et 2025

| SECTEUR DE L'ACTIVITÉ PRINCIPALE EXERCÉE PAR L'ENTREPRISE | Inscriptions | | Radiations | | Solde (inscriptions - radiations) | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------------|-----------|
| | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 |
| Agriculture, sylviculture et pêche | 176 | 248 | 179 | 210 | -3 | 38 |
| Industrie manufacturière, industries extractives et autres | 172 | 185 | 224 | 181 | -52 | 4 |
| Construction | 134 | 176 | 264 | 286 | -130 | -110 |
| Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration | 327 | 427 | 353 | 436 | -26 | -9 |
| Information et communication | 41 | 45 | 33 | 41 | 8 | 4 |
| Activités financières et d'assurance | 50 | 34 | 13 | 16 | 37 | 18 |
| Activités immobilières | 26 | 25 | 18 | 33 | 8 | -8 |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien | 462 | 567 | 609 | 503 | -147 | 64 |
| Administration publique, enseignement | 95 | 87 | 106 | 89 | -11 | -2 |
| Santé et action sociale | 282 | 222 | 316 | 193 | -34 | 29 |
| Autres activités de services | 156 | 147 | 186 | 108 | -30 | 39 |
| Total | 1 921 | 2 163 | 2 301 | 2 096 | -380 | 67 |

Source : Isee - Ridet

Unité : nombre

Démographie des entreprises, par province

L'indicateur porte sur le nombre mensuel d'inscriptions et de radiations au Ridet, de travailleurs indépendants (« patentés ») et de sociétés, selon la province du siège social de l'entreprise. Pour les travailleurs indépendants, il s'agit le plus souvent de la province de leur domicile.

Le solde (créations – radiations), s'il est négatif, traduit une baisse du nombre d'entreprises en activité.

Inscriptions et radiations au Ridet, des personnes physiques (« patentés ») et des sociétés, par province du siège social, en cumul de janvier à juin 2024 et 2025

| PROVINCE DU SIÈGE SOCIAL DE L'ENTREPRISE ET SECTEUR D'ACTIVITÉ PRINCIPALE DE L'ENTREPRISE | Inscriptions | | Radiations | | Solde (inscriptions – radiations) | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------------|------------|
| | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 |
| PROVINCE SUD, dont | 1 570 | 1 702 | 1 831 | 1 645 | -261 | 57 |
| Construction | 113 | 150 | 217 | 236 | -104 | -86 |
| Activités immobilières | 26 | 22 | 16 | 32 | 10 | -10 |
| Activités de services administratifs et de soutien | 281 | 355 | 357 | 298 | -76 | 57 |
| Santé et action sociale | 258 | 206 | 274 | 175 | -16 | 31 |
| PROVINCE NORD, dont | 274 | 372 | 353 | 316 | -79 | 56 |
| Agriculture, sylviculture et pêche | 85 | 143 | 60 | 89 | 25 | 54 |
| Construction | 17 | 24 | 35 | 29 | -18 | -5 |
| Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles | 22 | 20 | 28 | 30 | -6 | -10 |
| Activités de services administratifs et de soutien | 60 | 75 | 90 | 65 | -30 | 10 |
| PROVINCE ÎLES, dont | 77 | 89 | 117 | 135 | -40 | -46 |
| Agriculture, sylviculture et pêche | 14 | 20 | 29 | 27 | -15 | -7 |
| Industrie manufacturière | 7 | 6 | 11 | 2 | -4 | 4 |
| Construction | 4 | 2 | 12 | 21 | -8 | -19 |
| Hébergement et restauration | 5 | 9 | 7 | 17 | -2 | -8 |
| Total | 1 921 | 2 163 | 2 301 | 2 096 | -380 | 67 |

Source : Isee – Ridet

Unité : nombre

Procédures collectives

L'indicateur porte sur le nombre de mandats de procédures collectives ouvertes auprès du mandataire judiciaire, selon le mois de l'ouverture de la procédure.

La procédure collective est un dispositif juridique de prévention et de traitement des difficultés financières des entreprises. Elle prend les formes suivantes : sauvegardes (quand l'entreprise n'est pas en cessation de paiement), redressements judiciaires (l'entreprise est en état de

cessation de paiement mais un redressement économique est envisageable) ou liquidations judiciaires (lorsqu'une entreprise est en état de cessation des paiements et que son redressement est manifestement impossible).

Seule la liquidation judiciaire mettra fin à l'activité de l'entreprise. Le mois d'ouverture de la procédure n'est pas le mois de cessation réelle d'activité de l'entreprise.

Évolution du nombre de procédures collectives ouvertes, selon le mois d'ouverture



Source : Mandataire judiciaire

Procédures collectives ouvertes, selon le mois d'ouverture

| | 2024 | 2025 |
|--------------|------------|------------|
| Janvier | 18 | 24 |
| Février | 25 | 28 |
| Mars | 26 | 30 |
| Avril | 54 | 31 |
| Mai | 23 | 32 |
| Juin | 28 | 33 |
| Juillet | 11 | |
| Août | 31 | |
| Septembre | 16 | |
| Octobre | 25 | |
| Novembre | 26 | |
| Décembre | 31 | |
| Total | 314 | 178 |

Source : Mandataire judiciaire

Unité : nombre

Liquidations judiciaires

L'indicateur porte sur le nombre de cessations effectives d'activité à la suite d'une liquidation judiciaire, qui ont donné lieu à une radiation au Ridet, selon le trimestre du jugement

prononçant cette liquidation, donc le trimestre de cessation effective d'activité.

Évolution du nombre de liquidations judiciaires prononcées au cours du trimestre



Source : Isee - Ridet

Liquidations judiciaires prononcées au cours du trimestre

| | 2024 | 2025 |
|---------------------------|------------|------------|
| 1 ^{er} trimestre | 59 | 67 |
| 2 ^e trimestre | 61 | 78 |
| 3 ^e trimestre | 69 | |
| 4 ^e trimestre | 52 | |
| Total | 241 | 145 |

Source : Isee - Ridet

Unité : nombre

Activité économique

Extraction minière

L'indicateur porte sur la quantité de minerai brut extraite chaque mois par les opérateurs miniers, quelle que soit sa teneur en nickel.

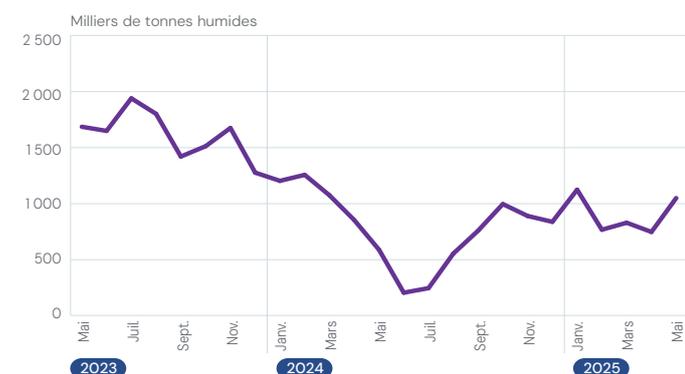
Extraction minière

Évolution de l'extraction minière

| | 2024 | 2025 |
|--------------|--------------|--------------|
| Janvier | 1 201 | 1 121 |
| Février | 1 255 | 761 |
| Mars | 1 071 | 824 |
| Avril | 848 | 741 |
| Mai | 581 | 1 046 |
| Juin | 194 | |
| Juillet | 235 | |
| Août | 546 | |
| Septembre | 752 | |
| Octobre | 992 | |
| Novembre | 885 | |
| Décembre | 832 | |
| Total | 9 393 | 4 492 |

Sources : DIMENC - Isee

Unité : millier de tonnes humides



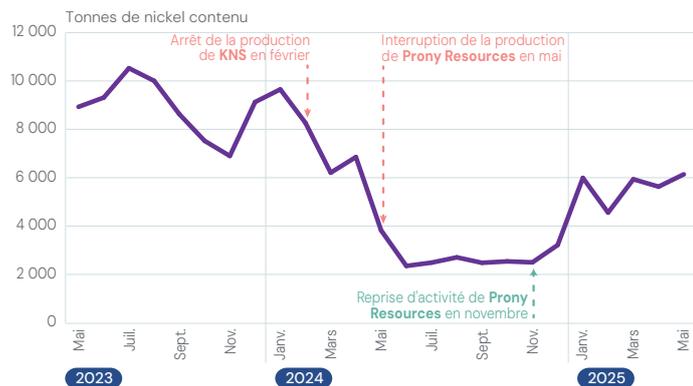
Sources : DIMENC - Isee

Production métallurgique

L'indicateur porte sur les quantités produites, chaque trimestre, par les entreprises métallurgiques.

Production métallurgique

Évolution de la production métallurgique



Sources : DIMENC - Isee

| | 2024 | 2025 |
|--------------|---------------|---------------|
| Janvier | 9 656 | 6 007 |
| Février | 8 273 | 4 577 |
| Mars | 6 222 | 5 951 |
| Avril | 6 866 | 5 646 |
| Mai | 3 844 | 6 154 |
| Juin | 2 378 | |
| Juillet | 2 515 | |
| Août | 2 732 | |
| Septembre | 2 508 | |
| Octobre | 2 566 | |
| Novembre | 2 526 | |
| Décembre | 3 239 | |
| Total | 53 327 | 28 335 |

Sources : DIMENC - Isee

Unité : tonne de nickel contenu

Échanges extérieurs

L'indicateur porte sur la valeur des échanges extérieurs de marchandises de la Nouvelle-Calédonie et le solde commercial qui en résulte.

Évolution des échanges de marchandises entre la Nouvelle-Calédonie et le reste du monde



Sources : DRDNC - Isee - Données disponibles au 16/07/2025

| | 2024 | | | 2025 | | |
|--------------|----------------|----------------|------------------|----------------|---------------|------------------|
| | Importations | Exportations | Solde commercial | Importations | Exportations | Solde commercial |
| Janvier | 26 999 | 16 770 | -10 229 | 17 076 | 7 378 | -9 698 |
| Février | 29 481 | 11 263 | -18 218 | 17 322 | 11 166 | -6 157 |
| Mars | 23 624 | 21 832 | -1 793 | 17 019 | 9 193 | -7 826 |
| Avril | 22 896 | 21 905 | -991 | 14 882 | 12 044 | -2 839 |
| Mai | 14 307 | 7 068 | -7 239 | 22 167 | 13 109 | -9 058 |
| Juin | 19 600 | 8 250 | -11 350 | 15 711 | 9 080 | -6 631 |
| Juillet | 19 793 | 11 636 | -8 157 | | | |
| Août | 19 983 | 6 763 | -13 219 | | | |
| Septembre | 15 985 | 6 605 | -9 379 | | | |
| Octobre | 17 800 | 9 471 | -8 329 | | | |
| Novembre | 20 983 | 7 431 | -13 552 | | | |
| Décembre | 19 690 | 9 072 | -10 618 | | | |
| Total | 251 141 | 138 068 | -113 073 | 104 177 | 61 969 | -42 208 |

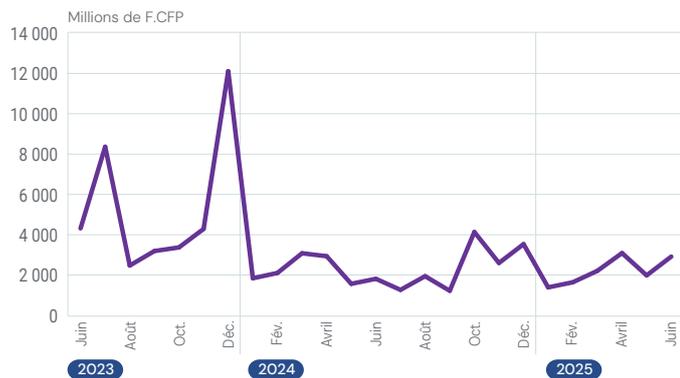
Sources : DRDNC - Isee - Données disponibles au 16/07/2025

Unité : millions de F.CFP

Exportations minières

L'indicateur porte sur la valeur des exportations de minerai de nickel.

Évolution de la valeur des exportations minières



Sources : DRDNC - Isee - Données disponibles au 16/07/2025

Exportation minière

| | 2024 | 2025 |
|--------------|---------------|---------------|
| Janvier | 1 850 | 1 400 |
| Février | 2 114 | 1 651 |
| Mars | 3 089 | 2 219 |
| Avril | 2 943 | 3 099 |
| Mai | 1 576 | 1 994 |
| Juin | 1 824 | 2 924 |
| Juillet | 1 275 | |
| Août | 1 954 | |
| Septembre | 1 230 | |
| Octobre | 4 142 | |
| Novembre | 2 608 | |
| Décembre | 3 541 | |
| Total | 28 145 | 13 287 |

Sources : DRDNC - Isee - Données disponibles au 16/07/2025

Unité : millions F.CFP

Exportations métallurgiques

L'indicateur porte sur la valeur des exportations de produits métallurgiques.

Évolution de la valeur des exportations métallurgiques



Sources : DRDNC - Isee - Données disponibles au 16/07/2025

Exportations métallurgiques

| | 2024 | 2025 |
|--------------|---------------|---------------|
| Janvier | 13 088 | 4 889 |
| Février | 8 351 | 7 956 |
| Mars | 17 050 | 5 428 |
| Avril | 18 246 | 8 192 |
| Mai | 4 875 | 10 235 |
| Juin | 5 813 | 4 681 |
| Juillet | 8 212 | |
| Août | 3 478 | |
| Septembre | 3 661 | |
| Octobre | 3 909 | |
| Novembre | 3 553 | |
| Décembre | 3 227 | |
| Total | 93 464 | 41 382 |

Sources : DRDNC - Isee - Données disponibles au 16/07/2025

Unité : millions F.CFP

Indice des prix

L'indicateur porte sur l'**indice général** des prix à la consommation (IPC) et sur l'**indice alimentation** de l'IPC, établis mensuellement.

L'indice des prix à la consommation (IPC) vise à estimer l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par l'ensemble des ménages calédoniens. Or, les structures de consommation étant propres à chaque ménage, pour le calcul de l'IPC des ménages modestes,

c'est la structure des 20 % des ménages les plus modestes qui est retenue. En effet, leur pouvoir d'achat étant, par définition, inférieur à celui du ménage moyen, ils sont d'autant plus fragilisés par les hausses de prix, notamment celles concernant l'alimentation.

L'indice alimentation présenté ici concerne l'ensemble des ménages et les 20 % des ménages les plus modestes.

Évolution de l'indice des prix à la consommation selon le type de ménage



Évolution de l'indice des prix de l'alimentation selon le type de ménage



Source : Isee - Base 100 en décembre 2021

Source : Isee - Base 100 en décembre 2021

Variation de l'indice des prix en glissement sur un an*, en 2024 et 2025

| | 2024 | | | | 2025 | | | |
|-----------|-------------------------|------------------|-----------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|-----------------------------------|------------------|
| | Indice des prix général | | Indice des prix de l'alimentation | | Indice des prix général | | Indice des prix de l'alimentation | |
| | Tous ménages | Ménages modestes | Tous ménages | ménages modestes | Tous ménages | Ménages modestes | Tous ménages | ménages modestes |
| Janvier | 0,0 | 0,9 | -0,2 | 1,9 | 1,6 | 2,5 | 5,7 | 5,6 |
| Février | 0,5 | 1,4 | 1,0 | 2,8 | 2,0 | 3,4 | 4,7 | 5,1 |
| Mars | 0,3 | 1,3 | 1,0 | 2,8 | 2,2 | 3,6 | 5,3 | 5,7 |
| Avril | 0,6 | 1,3 | 0,8 | 2,2 | 1,8 | 3,3 | 5,3 | 5,7 |
| Mai | 0,2 | 0,7 | -1,2 | 0,9 | 1,6 | 3,1 | 5,9 | 5,7 |
| Juin | 1,4 | 2,2 | 3,2 | 4,9 | 0,5 | 1,6 | 2,4 | 1,9 |
| Juillet | 1,0 | 1,7 | 3,6 | 5,0 | | | | |
| Août | 1,5 | 2,0 | 5,7 | 5,9 | | | | |
| Septembre | 1,6 | 2,1 | 7,1 | 6,4 | | | | |
| Octobre | 1,9 | 3,0 | 7,3 | 7,0 | | | | |
| Novembre | 0,9 | 2,4 | 5,0 | 5,7 | | | | |
| Décembre | 1,7 | 3,0 | 6,3 | 6,6 | | | | |

Source : Isee
Unité : %

Base 100 décembre 2021
* par rapport au même mois de l'année précédente

Activité touristique

L'indicateur porte sur le nombre d'arrivées de touristes et de croisiéristes en Nouvelle-Calédonie. Ces arrivées ont un impact sur l'activité économique de la Nouvelle-Calédonie, en termes notamment de dépenses auprès des entreprises calédoniennes, de recettes fiscales ou d'emploi.

Le nombre d'arrivées de touristes est mesuré au moyen de l'enquête passagers, effectuée à la descente d'avion à Tontouta. Le nombre de croisiéristes correspond au nombre de passagers à bord des paquebots en escale en

Nouvelle-Calédonie, déclaré par les compagnies maritimes, sans double compte.

Un touriste est défini comme un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé en Nouvelle-Calédonie, pour des raisons de loisirs, d'affaires ou d'autres motifs. Un croisiériste est un passager effectuant un circuit de plusieurs jours avec escale, à bord d'un navire, en formule « tout compris » (hébergement, restauration et déplacement).

Évolution du nombre d'arrivées de touristes



Sources : Isee « Enquête passagers »

Touristes

| | Touristes | |
|---------------------------|---------------|--------------|
| | 2024 | 2025 |
| 1 ^{er} trimestre | 25 771 | 9 671 |
| 2 ^e trimestre | 14 013 | |
| 3 ^e trimestre | 7 815 | |
| 4 ^e trimestre | 11 800 | |
| Total | 59 399 | 9 671 |

Sources : Isee « Enquête passagers »

Unité : nombre

Évolution du nombre d'arrivées de croisiéristes



Sources : CCI - Port Autonome

Croisiéristes

| | Croisiéristes | |
|---------------------------|----------------|----------------|
| | 2024 | 2025 |
| 1 ^{er} trimestre | 120 563 | 102 972 |
| 2 ^e trimestre | 21 691 | 43 315 |
| 3 ^e trimestre | - | |
| 4 ^e trimestre | 49 274 | |
| Total | 191 528 | 146 287 |

Sources : CCI ; Port Autonome

Unité : nombre

Activité financière

Épargne

L'indicateur porte sur le montant de l'épargne collectée par les établissements financiers locaux, au dernier jour du trimestre.

Évolution du montant de l'épargne collectée auprès des entreprises et des ménages

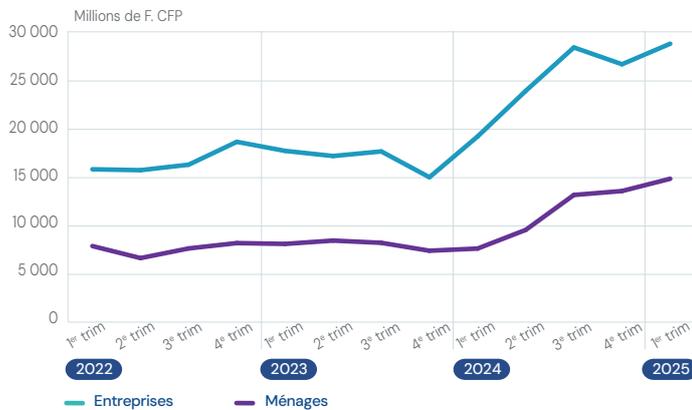


Source : IEOM

Solvabilité

L'indicateur porte sur le montant des créances douteuses (c'est-à-dire qui ne sont pas payées à l'échéance), au dernier jour du trimestre.

Évolution du montant des créances douteuses nettes



Source : IEOM

Trésorerie des entreprises

L'indicateur porte sur le montant des dépôts à vue des entreprises (c'est-à-dire des sommes disponibles à tout

Évolution du montant des dépôts à vue des entreprises



Source : IEOM

Épargne collectée auprès des entreprises et des ménages

| | Entreprises | | Ménages | |
|---------------------------|-------------|---------|---------|---------|
| | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 |
| 1 ^{er} trimestre | 253 514 | 263 437 | 486 335 | 462 557 |
| 2 ^e trimestre | 237 789 | | 473 339 | |
| 3 ^e trimestre | 239 643 | | 468 230 | |
| 4 ^e trimestre | 270 771 | | 466 283 | |

Source : IEOM

Unité : millions F.CFP

Encours de créances douteuses nettes

| | Entreprises | | Ménages | |
|---------------------------|-------------|--------|---------|--------|
| | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 |
| 1 ^{er} trimestre | 19 123 | 28 740 | 7 497 | 14 735 |
| 2 ^e trimestre | 23 850 | | 9 431 | |
| 3 ^e trimestre | 28 352 | | 13 055 | |
| 4 ^e trimestre | 26 611 | | 13 463 | |

Source : IEOM

Unité : millions F.CFP

moment sur un compte bancaire courant), au dernier jour du trimestre.

Dépôts à vue des entreprises

| | 2024 | 2025 |
|---------------------------|---------|---------|
| 1 ^{er} trimestre | 176 529 | 180 949 |
| 2 ^e trimestre | 170 607 | |
| 3 ^e trimestre | 175 747 | |
| 4 ^e trimestre | 193 940 | |

Source : IEOM

Unité : millions F.CFP

Crédits

L'indicateur porte sur le montant des encours de crédits accordés par les établissements de crédits locaux, au dernier jour du trimestre.

Pour les entreprises, il s'agit des crédits d'exploitation (pour combler leur besoin de trésorerie) et d'investissements (pour investir dans leur outil de travail).

Pour les ménages, il s'agit des crédits à la consommation (pour financer des dépenses de la vie courante ou de l'équipement ménager) et à l'habitat (pour financer l'achat d'un bien immobilier).

Évolution du montant des encours de crédits des entreprises* et des ménages**



* crédits d'exploitation et d'investissements des entreprises

** crédits à la consommation et à l'habitat des ménages

Source : IEOM

Crédits accordés

| | Entreprises* | | Ménages** | |
|---------------------------|--------------|---------|-----------|---------|
| | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 |
| 1 ^{er} trimestre | 335 833 | 301 085 | 478 448 | 443 018 |
| 2 ^e trimestre | 325 052 | | 468 920 | |
| 3 ^e trimestre | 313 990 | | 457 620 | |
| 4 ^e trimestre | 309 860 | | 451 791 | |

Source : IEOM

Unité : millions F.CFP

* crédits d'exploitation et d'investissements des entreprises

** crédits à la consommation et à l'habitat des ménages



Annexe 1 – Les conditions d’ouverture de droit au chômage

Chômage total :

Le chômage total de droit commun est soumis à des conditions d’ouverture de droits, notamment :

- Avoir cotisé au régime d’assurance Chômage de la Cafat au moins 9 mois
- Avoir effectué en Nouvelle-Calédonie au moins 1 521 heures de travail pendant les 12 mois précédant la rupture du contrat de travail
- Ne pas avoir quitté volontairement son emploi (i.e. ne pas avoir démissionné sauf motif légitime)
- Être inscrit comme demandeur d’emploi auprès des structures provinciales.
- Être à la recherche effective et permanente d’un emploi

Suite aux exactions, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté des mesures de chômage total spécifique aux exactions débutées en mai 2024 (délibération n°147/CP du 14 juin 2024). Les conditions d’ouverture de droit listées précédemment ne sont pas requises dans ce cas. Par contre, ce dispositif ne s’adresse qu’aux salariés dont le contrat de travail a été rompu du fait des exactions de mai 2024 (rupture définitive du contrat de travail suite à la destruction totale de l’entreprise en raison par exemple d’un incendie, sans possibilité de reprise de l’activité). Les entreprises concernées sont listées dans un arrêté du gouvernement.

Chômage partiel :

Le dispositif de chômage partiel de droit commun qui préexistait, a été complété :

- d’un dispositif spécifique nickel, pour les entreprises touchées par la crise du nickel (délibération n° 396 du 28 mars 2024)
- d’un dispositif spécifique aux exactions débutées en mai 2024 (délibération n° 147/CP du 14 juin 2024)

L’indemnisation du chômage partiel est versée par la Cafat à l’entreprise, a posteriori, en remboursement des salaires versés pour des heures non travaillées, après réception des états envoyés par les entreprises. Quand elles ne disposaient pas de la trésorerie suffisante, certaines entreprises ont pu faire une demande d’avance.

Règles d’indemnisation, déduction faite de la Contribution Calédonienne de Solidarité (CCS) :

- Pour le chômage partiel spécifique, l’allocation prend la forme d’une indemnité horaire dont le montant est établi comme suit :

| | |
|--|---|
| Jusqu’au 31 décembre 2024 | 70% de la rémunération brute horaire dans la limite de 2,5 fois du montant brut du SMG 100% du salaire horaire brut pour les salariés rémunérés au SMG 100% du salaire pour les personnes en contrat unique d’alternance |
| Du 1^{er} janvier au 30 juin 2025 | 50% de la rémunération brute horaire dans la limite de 333 072 F.CFP (2 fois le SMG) 100% du salaire horaire brut pour les salariés rémunérés au salaire minimum horaire conventionnel (985,42 F.CFP / heure ou 166 536 F.CFP / mois) 100% du salaire pour les personnes en contrat unique d’alternance |

- Pour le chômage total spécifique, l’allocation est attribuée pour une durée maximum de 9 mois, jusqu’au 31 décembre 2025, établie comme suit :

| | |
|---|---|
| Du 1^{er} au 3^e mois de rupture du contrat de travail | 70% de la rémunération mensuelle brute dans la limite de la limite de 416 340 F.CFP (2,5 fois le SMG) 100% du salaire horaire brut pour les salariés rémunérés au SMG 100% du salaire pour les personnes en contrat unique d’alternance |
| Du 4^e au 6^e mois | 100% du SMG mensuel |
| Du 7^e au 9^e mois | 75% du SMG mensuel |



ISEE

INSTITUT DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
NOUVELLE-CALÉDONIE

Juillet 2025

Directrice de publication : E. Desmazures

Rendez vous sur www.isee.nc

